

longtemps le gouvernement présentera une mesure visant à accroître l'allocation aux anciens combattants et qu'on fera quelque chose au sujet de la pension aux personnes vieilles avant le temps. Il y a trop longtemps que ces choses se font attendre.

M. E. G. Hansell (Macleod): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur suppléant: Si je ne fais erreur, l'honorable représentant de Kamloops (M. Fulton) se propose de soulever une nouvelle question. Dois-je comprendre que l'honorable représentant de Macleod désire adresser la parole sur le même sujet?

M. Hansell: Oui. Je me contenterai de quelques instants. Je n'avais pas l'intention de parler et je n'adresserais pas la parole si la discussion n'avait pris une nouvelle tournure. Je remercie l'honorable représentant de Lethbridge (M. Blackmore) d'avoir soulevé la question. Je me bornerai à souligner ses observations, en y ajoutant un ou deux autres points. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social se trouve en ce moment à la Chambre. Il a interrompu l'honorable député de Lethbridge (M. Blackmore) au moment où celui-ci essayait de lui fournir une solution au dilemme avec lequel il semble aux prises. Nous conviendrons tous, certainement, que le ministre tient autant que quiconque à augmenter la pension de sécurité de la vieillesse. Nous lui avons toujours reconnu des préoccupations d'ordre humanitaire. Si ce n'était pas le cas, il n'occuperait vraisemblablement pas la situation qu'il occupe en ce moment. Il ne m'en semble pas moins étrange que, lorsque notre collègue de Lethbridge a voulu proposer une solution à ce problème, le ministre ait invoqué le Règlement. C'est d'ailleurs de cet appel au Règlement que vous êtes actuellement saisi, monsieur l'Orateur. Ce n'est pas de cela que je veux parler. Tout ce que je veux dire, c'est que le ministre, à coup sûr, cherche un remède.

Le ministre est-il à la recherche de cette solution? Peut-il la trouver dans l'actuel régime fiscal du Gouvernement? Sinon, il n'est pas au bout de ses peines. C'est tout ce qu'on peut dire. Le ministre peut bien prendre la parole, à toutes les sessions, pour nous exposer le magnifique travail de ses services. Je lui rends hommage, d'ailleurs de tout ce qui a été fait. Mais enfin, en dernière analyse, la solution est fonction du programme financier que le Gouvernement entend appliquer. Et c'est précisément ce programme qui immobilise le ministre du point de vue de l'augmentation de la pension de sécurité de la vieillesse.

J'ai déjà entendu des ministres et des orateurs politiques se vanter des réalisations de leur gouvernement, mais je n'ai jamais pu croire qu'il fallait tant d'intelligence pour calculer combien coûtera une entreprise quelconque et puis pour demander aux conseillers juridiques de rédiger une mesure législative qui va augmenter l'impôt. Il n'est pas nécessaire d'être très intelligent pour faire cela. Un écolier pourrait facilement calculer combien lui coûtera une certaine chose, puis demander à son paternel de lui fournir les fonds nécessaires. C'est toute l'intelligence qu'il faut sous notre régime monétaire actuel.

M. Zaplitny: Mais si les coffres sont vides?

M. Hansell: Si les coffres sont vides, un autre problème se pose et c'est ici que nous entrons en ligne de compte.

M. Goode: Puis vous ajoutez la taxe de vente de 5 p. 100.

M. Hansell: Notre remède consiste à modifier le principe même de notre politique financière, et c'est ici que le crédit social entre en scène.

L'hon. M. Prudham: Autrement dit, la planche à billets.

M. Low: Le ministre devrait se renseigner un peu.

M. Hansell: J'imagine que la raison pour laquelle le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'est levé, c'est qu'il ne voulait pas qu'on aborde cette question maintenant. Il a dit qu'il fallait aborder la question au moment opportun. Très bien, mettons que nous soyons d'accord avec lui. Lorsque nous en parlerons, je présume que le ministre ne s'intéressera pas le moins du monde à ce qu'on dira.

L'hon. M. Martin: J'écouterai toujours avec intérêt l'honorable député.

M. Hansell: J'apprécie cette observation, monsieur l'Orateur. Serait-il intéressé à...

M. Blackmore: ...s'instruire?

M. Hansell: ...trouver un remède? Peut-il en trouver un sous le régime actuel, et s'intéresse-t-il suffisamment à la question pour exhorter le Gouvernement à modifier ce régime afin qu'il soit possible de trouver un remède?

M. F. S. Zaplitny (Dauphin): Monsieur l'Orateur, je serai bref. Je tiens à appuyer le plaidoyer du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Ce n'est pas la première fois et ce n'est sans doute pas la dernière qu'il plaide la cause des citoyens âgés du pays. J'admets tout ce qu'il a dit